

*Bénédict de Tscharnier*

## **Comment peut-on encore être pro-Européen aujourd'hui ?**

**Neuchâtel, 12 novembre 2015**

**Musée d'histoire naturelle**

**Conférence à l'occasion des 25 ans de la  
[Maison de l'Europe transjurassienne \(MET\)](#)**

La construction européenne constitue un sujet de réflexion, de discussion, voire de polémique depuis des décennies ; mais elle est aussi un cadre d'action privilégié – malgré les commentaires parfois extrêmement critiques qu'elle suscite et malgré les points d'interrogation qu'il sied de placer. En effet, l'aventure européenne mérite toujours notre attention, simplement parce ce projet et les valeurs qu'il incarne nous concernent tous, quotidiennement.

Pour ma part, j'ai commencé à m'y intéresser il y a bientôt soixante ans, au moment précis de **l'entrée des chars de l'Armée Rouge à Budapest en novembre 1956**. La confusion et la passivité, étaient-ce vraiment les seules « réponses » que nous autres Européens de l'Ouest étions capables de donner à cette reprise en main d'un pays satellite rebelle par Moscou ?

J'appartiens à la génération qui a encore vécu et a été marquée par ce que l'on pourrait qualifier d'ancienne Europe, celle de la Guerre froide. Mais malgré la division du continent qui a suivi la fin des hostilités de la Deuxième Guerre mondiale, le sentiment que l'Europe était condamnée à rester un continent sans avenir ne s'est pas installé, bien au contraire : la conviction que l'Europe était bien **un continent à réinventer s'est solidement établie**. Constatons d'emblée que l'Europe a effectivement saisi la chance d'un nouveau départ et qu'elle a connu sept décennies de paix et de prospérité. Mais le cheminement a été difficile et complexe et il l'est resté, ce qui nous oblige, encore et toujours, de nous poser la question : **l'Europe, en 2015, sait-elle encore où elle va, où elle veut aller ?**

Face aux difficultés que rencontre l'Union européenne ces temps-ci, j'ose résumer ma position personnelle en une seule phrase : **oui, l'Europe est effectivement obligée de se ressaisir ; mais elle doit surmonter ses dysfonctionnements, ses erreurs et ses hésitations ; elle doit trouver les bonnes recettes pour poursuivre le processus de sa construction**. Trop de gens ont tendance à simplement dire « non » à l'Europe, à céder à des peurs plus ou moins articulées, sans offrir de réponses alternatives cohérentes et praticables aux principaux défis auxquels nous sommes tous confrontés sur ce continent ; en effet, le « **moins d'Europe** » que certains prônent ne mène pas très loin, voire nulle part, car les problèmes sont bien là, sont réels. Le coût de la régression ou de la désintégration de l'acquis européen en termes de croissance perdue et d'action manquée pourrait s'avérer dramatique, même si, malheureusement, le

« **plus d'Europe** » s'avère, lui aussi, souvent décevant : c'est à doses homéopathiques que ces sommets de crise et autres négociations bruxelloises fortement médiatisées produisent des progrès, des doses qui ne répondent de loin pas à toutes les questions et à toutes les attentes. Peut-être nous faut-il des crises encore plus graves pour trouver la force d'une refonte et d'une dynamisation du système.

Ce soir, je vais vous présenter une **analyse en deux temps** : j'évoquerai d'abord brièvement **deux crises** qui ont secoué l'Europe au cours de cette année 2015, à savoir la **crise grecque** et la **crise des réfugiés**. Puis je reviendrai sur des considérations plus fondamentales pour terminer avec quelques remarques sur les aléas de la politique européenne de la **Suisse**.

### La crise grecque

La crise d'endettement de la Grèce, crise qui était ou qui est en même temps une **crise de l'Euro et de l'union monétaire**, a intensément occupé nos gouvernements et aussi l'opinion publique européenne ces derniers mois. Elle a failli conduire à l'éjection d'un Etat membre de la monnaie commune, voire de l'Union. Dans la cruelle **fable de La Fontaine** déjà, la cigale, ayant chanté tout l'été, se trouva fort dépourvue quand la bise fut venue. Hélas, la fourmi, sa voisine, n'est pas prêteuse : « ...eh bien dansez maintenant ! », dit-elle sèchement – pas trace ici de longues négociations diplomatiques !

L'épisode grec, que certains ont déjà un peu oublié, est significatif de beaucoup d'aspects de la construction européenne. Il y a eu, au début des années 1980, à côté d'une généreuse volonté des Européens d'accueillir ce « berceau de la démocratie », également des voix critiques face aux ambitions grecques d'adhérer à la Communauté européenne. Mais elles n'ont pas été entendues ; en effet, au moment décisif, les considérations politiques l'ont emporté.

Par la suite, au cours des années 1990, des pas significatifs vers un **approfondissement** de l'Union et notamment vers la **monnaie unique** ont été considérés comme incontournables si on voulait réussir l'**élargissement** aux nombreux pays d'Europe centrale convertis à la démocratie et à l'économie de marché qui frappaient aux portes de l'Union. Cet élan ne s'est pas arrêté aux portes de la Grèce. Et tout au long de la récente crise, les voix appelant à l'exclusion de la Grèce ont été rares et n'ont finalement pas pesé ; en somme, l'avis a prévalu que, non seulement l'accueil dans la famille devait être définitif, mais que les difficultés étaient là pour être surmontées. La Grèce a fini par admettre que cette appartenance exigeait une **discipline stricte** et des **réformes précises** et, de son côté, l'Europe s'est rendue compte de son devoir de solidarité.

Il est, entre parenthèses, intéressant d'observer le **fonctionnement de la démocratie**, pas seulement en Grèce, d'ailleurs : voici donc des gouvernements démocratiquement élus, qui souscrivent à des obligations juridiques ou financières détaillées – qu'ils sont pourtant parfaitement incapables d'honorer, ne serait-ce que parce qu'aux prochaines élections, l'opposition risque de l'emporter, une opposition qui a la tâche facile à critiquer les sacrifices auxquels les autorités au pouvoir ont consenti et à rejeter l'austérité que cette discipline impose à un peu-

ple qui n'en veut pas ou qui mérite mieux... Mais là encore, la conclusion, au bout du compte, n'est pas que démocratie et disciplines internationales sont décidément incompatibles ; la conclusion est plutôt qu'il faut trouver des **compromis malgré tout** ; des partis se divisent, des ministres démissionnent, des frustrations s'expriment, des referenda sont organisés ; mais on ne casse pas la baraque. A la fin, la facture est lourde pour tous, mais elle est assumée.

Le système monétaire européen se trouve dangereusement secoué dans une telle crise ; certains ont parlé – presque avec un certain plaisir – de la **fin de l'Euro**, qui serait une construction contre nature, un gadget qui divise au lieu d'unir, bref, une expérience vouée à l'échec ! A leur avis, seule une pleine union fiscale et budgétaire mise en place dans une zone économiquement homogène pourrait fonctionner correctement – autrement dit, seul un véritable Etat (fédéral) européen pourrait « porter » une monnaie unique ; mais, en vérité, ce saut qualitatif-là, ce saut impossible, on l'évite toujours et encore ; on reste fidèle à une construction hybride, « *sui generis* »... J'y reviendrai.

Des **erreurs** ont sans doute été commises, non pas par d'irresponsables technocrates, mais essentiellement par des gouvernements parfaitement légitimes. On s'est même vanté des particularités de l'Euro qui ne prévoit pas de transferts financiers automatiques tels qu'ils font tout naturellement partie d'une union monétaire complète : « **no bail-out !** » ! Mais voilà que l'on finit par bricoler, dans la précipitation, un système de stabilisation financière où, notamment, les créances privées, surtout celles des banques, peuvent être mises sur le dos des gouvernements auxquels la Banque centrale européenne prête ensuite des liquidités sans limites !

Quelle leçon faut-il en tirer ? Ici, effectivement, la réponse a visiblement été non pas de faire un pas en arrière – moins d'Europe – mais de faire un nouveau pas en avant – plus d'Europe, pas un grand pas ou **LE** grand pas, juste un tout petit pas, juste ce qu'il fallait pour résoudre le problème du moment ; et ce tout petit pas a néanmoins coûté cher, des dizaines de milliards d'Euro et en coûtera probablement encore ! Tout cela est un peu désespérant pour qui veut du bien à l'Europe et à sa monnaie. La consolation, s'il en faut une, vient du fait que, finalement, dans le cas grec comme dans d'autres, des réformes et des pas en avant paraissent effectivement possibles et qu'il n'est pas nécessaire de faire éclater le tout au moindre incident au prétexte qu'on a été trop ambitieux... !

## **La crise de la migration**

Venons-en à cette autre grande crise de 2015, la crise des réfugiés et des migrants originaires du Proche-Orient ou d'Afrique qui affluent en masse vers l'Europe, une Europe que ces gens ne considèrent peut-être pas comme le paradis sur terre, mais qui, tout de même, est pour eux le seul endroit qui reste accessible et où ils peuvent survivre et où ils ont un avenir.

Cette situation dramatique pose **trois défis** distincts : le premier met en évidence **la tragique incapacité de la communauté internationale de mettre fin à des régimes autoritaires et corrompus**, mais aussi de **mettre fin aux guerres civiles** qui gangrènent notamment des pays africains et du Moyen-Orient. Dans un premier temps, ces crises sans fin ne nous gênent pas

vraiment, puisqu'en apparence, elles paraissent lointaines, incompréhensibles et de toute façon insolubles. Mais nous nous réveillons le jour où l'instabilité se répand, où le **terrorisme** s'installe comme un cancer et commence à former des métastases un peu partout. Or, malgré ce qu'on pourrait penser de certaines interventions, en Libye ou au Mali, par exemple, **l'Europe n'est pas interventionniste**; mais surtout, elle n'est pas unie dans son action – souvenons-nous de nos réactions si incohérentes à la guerre que l'Amérique de George W. Bush a déclarée à l'Iraq de Saddam Hussein. La **politique extérieure et de sécurité commune** de l'Union européenne n'est qu'un embryon, même si c'est bien l'Europe qui apporte, par exemple, la plus importante contribution aux programmes d'aide, à Gaza et ailleurs.

Le **second défi** se révèle quand se produit l'**exode chaotique** de dizaines, voire de centaines de milliers de civils de tous âges fuyant la guerre ou fuyant les camps combles des pays du premier accueil, exode devenu d'ailleurs une très bonne affaire pour de nombreux passeurs et autres intermédiaires et agents. Il y a leur traversée hasardeuse de la mer, leur longue marche à pied à travers les Balkans, ce véritable « *trail of tears* », des images quasiment bibliques avec les téléphones portables en plus. Les **élans humanitaires** qui se sont déclarés face à cette situation méritent notre admiration ; je pense aux courageux sauveteurs en mer, je pense aux collaborateurs d'ONG dans certains pays de passage. Tout cela, bien sûr, était prévisible ; or, rien ou très peu a été prévu pour assurer ce que l'on pourrait appeler un **accueil digne** : la réception et la protection de ces masses, surtout des familles, l'enregistrement, le triage, le transport... L'**Agence FRONTEX** n'a pas été dotée des moyens suffisants ; la **gestion conjointe et efficace de sa frontière extérieure** reste une tâche que l'Europe ne commence que maintenant, très tardivement, à empoigner.

Le **troisième défi** est et sera, bien entendu, au-delà des gestes initiaux, la redistribution, le logement, l'entretien, l'écolage et l'intégration de ces réfugiés dans nos sociétés et dans nos économies. C'est un défi à long terme, car, dans le meilleur des cas, la moitié seulement des expatriés de guerre rentreront dans leur pays d'origine si, un jour, ces hostilités devaient prendre fin.

Cela dit, il faut **se méfier des jugements à l'emporte-pièce**. Qu'est-ce qui a raté, à qui la faute ? La convention de Schengen n'est qu'indirectement en cause dans la mesure où elle concerne essentiellement la circulation à l'intérieur de l'Union. La convention de Dublin, son complément pour les demandeurs d'asile, a été conçue pour des situations bien moins dramatiques ; il est aujourd'hui acquis qu'il va falloir **revoir tout ce système en profondeur**, notamment pour ce qui est du rôle de l'Etat dit du « premier accueil » dans le pourtour méditerranéen.

L'Union européenne aurait-elle pu mieux se préparer à ce déferlement ? Sans doute, oui ; mais de profondes différences d'attitude des Etats membres et de leur population existent face à ce défi, face aussi à une société multiethnique, voire multiculturelle. La nécessité de l'Europe d'agir de concert et la solidarité entre les Etats membres, d'agir en conformité avec les **valeurs de base** de notre civilisation européenne, sont faciles à postuler ; mais il est aussi un fait, qu'en

1992, quand le **Traité de Maastricht** a été négocié, le maximum qui était alors politiquement possible était de dire que la politique d'asile relevait d'un « **intérêt commun** », pas plus, mais pas moins non plus ! Pour le reste, il était important pour les négociateurs de pouvoir affirmer, devant leur public domestique, que les Etats membres n'abandonnaient pas leurs compétences régaliennes en matière d'étrangers originaires de pays tiers, ni en matière de sécurité ou encore en matière de politique sociale ! (L'UE a, certes, consigné quelques règles procédurales minimales dans des directives sur les procédures d'asile ; mais ces règles sont interprétées et appliquées de façon fort différente par les Etats membres, en général dans un souci de rendre leur pays le moins attrayant possible... Cela dit, les réfugiés, dans leurs préférences pour un pays donné de destination, ne se laissent que très peu influencer par ces différences administratives.) Bref, nous l'aurons donc voulue, notre impréparation !)

Ce qui compte véritablement aujourd'hui, ce n'est, bien sûr, pas un procès des comportements et des incohérences du passé, c'est ce que les Européens réussissent à faire de cette crise, aujourd'hui, ensemble, ce sont les leçons qu'ils sont capables d'en tirer pour la surmonter et pour être mieux préparés à la prochaine vague. Il faut bien voir que, dans ce cas comme dans bien d'autres, la construction européenne suit presque toujours le même schéma : **on avance – péniblement – jusqu'au point où un compromis paraît possible ; puis on s'arrête**, trop heureux d'avoir sauvé encore une partie de l'ancienne souveraineté nationale. L'anticipation ou la prévention, visiblement, ne font pas partie de l'ADN de l'Union. S'en plaindre serait hypocrite !

Oui, nous l'avons déjà dit : **les Européens ont choisi cette méthode ambiguë**, ce modèle d'intégration hybride conduisant à des institutions qualifiées de « *sui generis* », donc faibles. Ils ont en effet rejeté la **méthode dite fédéraliste** à plusieurs reprises, méthode qui aurait consisté à créer d'un seul coup les **Etats-Unis d'Europe** et un gouvernement commun aux multiples compétences réelles, ce qui ne va pas – l'histoire suisse l'a bien montré – sans l'institution d'un **pouvoir constituant qui agit à la majorité qualifiée**. Mais puisque c'était donc impossible, fallait-il renoncer à faire ce qui était possible ? – voilà la question. Car, malgré tout, une fois arrivés au **point de dysfonctionnement** évident, c'est bien vers **un peu plus d'Europe, un peu plus de solidarité** et de cohérence que l'on se dirige, heureusement, presque à chaque fois, ne serait-ce que parce que le recul, le « moins d'Europe », pose de nombreux nouveaux problèmes ; la désintégration et la renationalisation sont souvent plus difficiles et plus coûteuses encore que de modestes progrès.

### **Les grandes impulsions de la construction européenne**

Avant de nous demander quelles leçons il y a lieu de tirer de ces crises, laissez-moi rapidement jeter un regard vers le passé, vers l'histoire européenne depuis 1945. La question est en somme : « **pourquoi l'Europe** » ? Quels ont été les **grandes impulsions** qui ont fait que la construction européenne est devenue un projet auquel les Européens ont consacré tant d'énergies ? J'en vois **trois**, et ils sont de nature très différente :

Il y a tout d'abord eu, en 1945, quand la guerre a pris fin, cette réaction naturelle qui se résume en ces trois mots : « **plus jamais ça !** ». Les projets européens qui ont alors vu le jour, ont été, en tout premier lieu, des **projets de paix**, (avec cette question supplémentaire de savoir pourquoi les beaux plans de reconstruction de la communauté internationale de l'après 14-18 ont tous échoué – la Société des Nations, le Pacte Briand-Kellog, la réconciliation franco-allemande, et d'autres encore). Que fallait-il absolument faire mieux cette fois-ci ? N'oublions jamais cette origine, ces années de désespoir, puis d'espoir retrouvé, avec, comme arrière-fond, les millions de victimes des dictatures européennes du XX<sup>e</sup> siècle et des guerres qu'elles ont provoquées. On peut, je crois, affirmer que, sur ce point précis, **l'Europe a réussi son pari** pour une paix durable ; c'est inédit dans l'histoire et nous aurions tort de l'oublier. Et il faut ajouter que l'élargissement de l'Union qui a suivi la chute du Mur de Berlin, fait encore partie de ce processus-là.

La **deuxième impulsion** majeure que les historiens relèveront sans doute est bien **l'intégration économique**, l'abolition des obstacles aux échanges érigés en réponse à la crise de l'entre-deux guerres et le développement de politiques communes pour assurer la croissance et la compétitivité de l'Europe. En effet, **l'Europe est un projet libéral**, de libération aussi d'énergies créatives. Réaliser le marché intérieur et tout ce qui doit l'accompagner a occupé les gouvernements, leurs ministres, diplomates et autres experts intensément jusqu'à ce jour ; certains diront que l'essentiel est à présent en place ; d'autres estiment – j'en fais partie – que pas mal de choses restent à faire ou à mieux faire. Mais là encore, j'ose affirmer que **le bilan est globalement positif**, que nous vivons infiniment mieux aujourd'hui qu'au milieu du siècle dernier et que nous le devons dans une large mesure à ce grand élan de libéralisation et d'intégration.

Et puis, il y a cette **troisième impulsion**, plus récente, qui est la nécessité de plus en plus évidente d'une **affirmation de ce continent face à un monde globalisé** ; c'est le besoin, pour nous autres Européens, de trouver notre voie et notre voix, de **défendre nos intérêts** vis-à-vis du reste de la communauté internationale, nous qui ne serons bientôt qu'un très modeste 5 % de l'humanité. Cette nécessité ne date certes pas d'aujourd'hui ; mais elle a longtemps été cachée par ce que j'appellerais le protectorat amical des Etats-Unis sur l'Europe de l'Ouest et par cet autre protectorat, plus rude, que Moscou a exercé sur la partie orientale du continent. Mais depuis 1989, nous sommes définitivement arrivés à l'âge où les Européens doivent prendre en main leurs responsabilités. Cela signifie, bien évidemment, que nous estimons avoir encore quelque chose à dire, des intérêts communs à défendre.

Je pense qu'il vaut la peine de tâcher d'identifier ces **défis** d'un peu plus près, ces défis qui forment donc la **troisième grande impulsion** de la construction européenne depuis sa naissance

## Les grands défis

Je vois aujourd'hui **cinq grands défis** :

- Il y a, tout d'abord, une menace réelle de **nouveaux conflits**, au Moyen-Orient, en Afrique, mais aussi dans les marges de l'ancien empire soviétique. L'Europe devra, que ce soit dans le contexte de l'ONU ou dans un autre, faire preuve d'unité – **Europe speaking with one voice** – parler, mais surtout **agir** et se doter des moyens d'agir: on aperçoit là pointer cette fameuse « Europe puissance » que certains préconisent et que d'autres rejettent. L'action concertée n'est pas facile ; la crise ukrainienne l'a bien montré ! Mais sans concertation, c'est bien pire !
- Je place en deuxième position les défis que l'Europe devra affronter quant à la **gouvernance économique, commerciale et monétaire du monde**, compte tenu notamment des nouveaux accords de libre-échange et d'investissement qui se préparent entre les grands partenaires que sont les Etats-Unis, le Japon, la Chine, l'Inde. L'UE, qui est, ne l'oublions pas, la première puissance commerciale du monde, est bien obligée à entrer dans ce jeu, elle aussi. Et puis : le monde sera-t-il encore dominé par le dollar à l'avenir ? Quelle place reviendra à l'Euro à côté d'autres monnaies phares ? Si les Européens ne sont pas attentifs et pas unis, toute cette nouvelle géométrie peut se développer à côté d'eux, et finalement à leur détriment.
- Puis il y a les **décisions en matière de climat, d'environnement et d'énergie, d'eau** aussi, qui doivent être prises. Le défi, là encore, est global. Il y a bien, dans les grandes conférences de l'ONU quelque 200 pays autour de la table ; mais si l'Europe veut que ses intérêts soient pris en compte, que sa manière de gérer les transitions incontournables soient reconnues, elle doit agir – là encore – de concert. On l'a bien vu lors de la visite du Président Xi Jinping à Washington fin septembre : les autres sont capables de définir leur ligne, l'Europe doit aussi l'être. Dans ce sens, si François Hollande ambitionne de jouer un premier rôle lors du sommet COP 21, c'est au nom de l'Europe qu'il doit le jouer.
- Ensuite, quatrième point, il y a cette **crise des migrations** déjà évoquée. Elle est en fait **globale** elle aussi et ne se limite pas au flux des réfugiés syriens ou érythréens vers l'Europe – 14 % seulement des quelque 60 millions de réfugiés qui sont répertoriés dans le monde actuellement se trouvent en Europe. Aux réfugiés de la guerre s'ajoutent les réfugiés de la faim, ou encore ceux des dérèglements climatiques. Aucun pays, qu'il soit pays de premier refuge, pays de passage ou pays de destination présumé, ne peut agir seul ou échapper à ses responsabilités. Il faut aux Européens, je l'ai déjà souligné, des stratégies communes, fondées non seulement sur la solidarité ou un élan humanitaire, mais bien autant dictées par le réalisme politique. Espérons que le **sommet euro-africain de Malte** qui a lieu en ce moment-même puisse trouver un début de réponse.

- Enfin, si l'Europe veut garder sa place dans la **concurrence technologique mondiale**, elle ne pourra pas se passer de stratégies communes en matière de formation, de recherche scientifique et d'innovation – et aussi de protection, car, notamment, le dossier de la cybersécurité, par exemple, fait partie de ce défi et il n'est pas des moindres. Des solutions purement nationales ne suffisent pas, dans ce cas non plus.

D'autres défis encore existent, bien sûr. Retenons surtout que, de toute évidence, « moins d'Europe », un refus des Européens de faire face ensemble à ces grands défis ou un refus de se donner les moyens pour le faire, ne saurait en aucun cas « rétro-catapulter » nos peuples dans un paradis où les pays auraient retrouvé la pleine jouissance de leur souveraineté nationale, chacun dans son petit coin, sans être gêné par des défis transnationaux... ; ce serait, au contraire, une Europe défaite, appauvrie et prisonnière de ses malédictions d'antan. C'est donc bien **l'Europe en tant que telle** qui est sollicitée, pas l'Estonie, Chypre, la Catalogne, l'Ecosse... ou la Suisse !

### **La position de la Suisse**

Justement, parlons encore brièvement de la Suisse, pour affirmer d'emblée que **les grands défis de demain, ceux que je viens d'énumérer, affectent la Suisse absolument de la même manière que tous les autres pays européens**. Par « affecter », j'entends bien qu'elle ne sera pas vraiment libre de s'y engager ou de s'en dégager, de se tenir à part, voire de s'isoler. Brandir le drapeau de la neutralité ou de la souveraineté ne servira pas à grand-chose dans de tels contextes. Ou si : la Suisse, comme n'importe quel autre pays, peut toujours renoncer à participer à la **réflexion stratégique** et à la **formulation des politiques communes** ; mais elle devra néanmoins suivre ses partenaires européens dans l'action, quelles que soient, dans le détail, les formalités de ses relations avec Bruxelles. La **dépendance** est une condition très typique et très ancienne de la Suisse ; comme l'a bien démontré **Joëlle Kuntz** dans son excellent essai sur « **La Suisse et le génie de la dépendance** » ; tout dépend de la manière de gérer cette dépendance.

Pour souligner ce **destin européen de la Suisse**, il est peut-être utile de relever que, depuis le début de la construction européenne au cours des années cinquante du siècle dernier, **deux réalités parallèles coexistent en Suisse**, une réalité politique, institutionnelle et diplomatique, d'un côté, et une réalité socio-économique, de l'autre.

Sur le plan de notre **politique européenne officielle**, nous pouvons faire la liste des mesures prises pour nous rapprocher des instances européennes depuis les années cinquante du XX<sup>e</sup> siècle : des accords successifs de consultation, de libre-échange, d'accès au marché et de coopération, de coopération ; mais il y a toujours eu aussi des renoncements, des hésitations et des arrêts. Globalement, quelles qu'en soient les péripéties, nous constatons une évidente **continuité** dans notre désir de forger, à notre manière, une relation étroite et durable avec l'Union.



Ces développements politiques et diplomatiques un peu agités et parfois contradictoires, **difficiles à lire par nos partenaires**, et qui occupent intensément les politiciens et les médias, cachent souvent cette autre réalité, qui est celle de **l'intégration de fait de l'économie et de la société helvétiques dans son environnement européen**. Certains chiffres sur l'évolution des échanges de marchandises, de services ou de capitaux, mais bien sûr aussi sur la circulation des personnes ou encore des transports, voire des communications téléphoniques transfrontalières, indiquent que la Suisse est devenue **un des pays les plus intégrés d'Europe**, celui qui s'est placé dans le peloton de tête des pays qui ont su tirer le meilleur profit de leur présence sur les marchés voisins et de la présence de leurs voisins sur le marché national.

Sur un plan politique, je dirais seulement qu'il va bien falloir tenir compte de cette réalité socio-économique. Il ne sera pas possible de suivre Madame Nancy Reagan, quand elle avait cette merveilleuse phrase dans un débat sur la drogue : **« Just say no ! »**. Nos acteurs économiques agissent à l'intérieur du marché européen, en font partie tout naturellement. La Suisse est, à mon avis, condamnée à se mettre d'accord avec les 28 Etats de l'Union sur une formule de **partenariat durable et structuré**, non pas parce nos institutions politique l'ont décidé ainsi, mais parce que la réalité socio-économique helvétique nous y conduit.

Cela dit, je tiens à séparer clairement ce débat actuel de celui sur une éventuelle **adhésion de la Suisse à l'Union européenne**, adhésion dont certains thuriféraires du camp blochérien prétendent qu'elle est préparée « insidieusement » ou « subrétissement » par le Conseil fédéral. Tout le monde sait que ce débat n'est pas à l'ordre du jour. Si, un jour, la question devait néanmoins être posée, il faudra bien en débattre ouvertement, en tenant compte de l'état dans lequel se trouveront alors la Suisse, l'Europe et le monde. Je trouve particulièrement détestable les tentatives consistant à transformer le débat – légitime et nécessaire – autour d'un **cadre institutionnel** servant à mieux gérer nos nombreux accords bilatéraux existants ou encore à conclure, d'une part, en un débat sur une conspiration inavouée devant précipiter la Suisse vers une adhésion, d'autre part ; c'est parfaitement malhonnête.

Quant au débat sur la **libre circulation des personnes**, tel qu'il a été mené avant et après le fameux **9 février 2014**, il est, pour l'instant, disons-le, illisible. Mais il faut rappeler, que saboter l'accord sur la libre circulation des personnes – si c'est bien ce vers quoi nous nous dirigeons – signifie aussi bloquer d'importantes autres négociations et renoncer à d'autres éléments constitutifs de cette voie dite « bilatérale », voire à cette politique de partenariat tout entière.

Cela dit, il me paraît assez évident que la Suisse devra bien continuer à pratiquer la libre circulation des personnes, car elle a besoin de ces professionnels, notamment aussi pour maintenir sa position en matière d'**innovation** ; elle en a aussi besoin pour financer ses **assurances sociales** ; elle en a besoin, enfin, pour pallier ses carences en matière de **formation**. Si nous désirons freiner la surpopulation étrangère il nous faudra en premier trouver des moyens pour atténuer quelque peu la très forte **demande** de main-d'œuvre étrangère sur le marché suisse du travail et **renforcer l'offre indigène** ; à mon avis, il est parfaitement possible de le faire, notamment en formant nous-mêmes un plus grand nombre de spécialistes dans nos universités et autres

hautes écoles ; d'autres pistes sont intéressantes dans des domaines tels que la promotion des investissements étrangers en Suisse – que nous devons freiner, à mon avis –, dans le domaine de la fiscalité des entreprises – où les choses commencent à bouger – ou encore de l'aménagement du territoire. Je ne sais pas si une plus forte mobilisation des femmes et des personnes proches de la retraite ajouterait beaucoup à ce rééquilibrage ; mais c'est aussi une piste à explorer. Visiblement, c'est une **combinaison de stratégies** qui est requise.

En revanche, appliquer à la lettre ce qui a été voté le 9 février 2014, autrement dit, mettre en place une **vaste bureaucratie** pour limiter le nombre de professionnels européens qui sont autorisés à répondre à l'offre de places de travail en Suisse, autrement dit, en éliminant ou en réduisant considérablement la liberté de nos entreprises de choisir les meilleurs parmi les candidats qui se présentent pour un poste de travail, y compris des frontaliers, nuirait gravement à notre économie. Nos autorités, les milieux économiques, les universités, les institutions de la sécurité sociale, etc. vont devoir se battre pour faire passer ce message, pour éviter le pire – le pire étant un **blocage** qui durerait pendant des années : blocage de notre marché de l'emploi, blocage de nos relations avec l'Europe, blocage de nos institutions.

Pour l'instant, tout le monde attend de voir ce que notre gouvernement proposera au nouveau parlement et au pays. Il me semble qu'il devra, cette fois-ci, présenter une image cohérente de ce que sera, pour les années à venir, **notre politique européenne dans sa globalité, ses objectifs et ses moyens**. Il nous la faut effectivement, cette vision d'ensemble dont la libre circulation des personnes ne forme qu'un des aspects ; on peut parler d'un **bilatéralisme rénové et structuré, susceptible d'évoluer aussi** – « *entwicklungsfähig* ». Et il faut un **débat** qui soit à la hauteur de cette vision. J'espère ne pas me tromper en affirmant qu'une solution qui soit compatible à la fois avec l'article constitutionnel voté et avec les exigences de nos liens contractuels avec l'UE reste encore possible, comme l'affirme le Conseil fédéral. Mais quels que soient les détails de la solution retenue, on voit mal comment nous pourrions y arriver sans un **nouveau vote**. Il ne faut pas en avoir peur ; il faut simplement être conscient que ce grand débat doit être bien préparé au niveau de l'opinion publique également, que les gens ont droit à des informations substantielles, lisibles, que les enjeux sont à identifier avec clarté.

Je me permets d'ajouter que l'**Association « La Suisse en Europe »** que j'ai l'honneur de présider depuis un an, en étroite collaboration avec une vingtaine d'autres associations civiques, mais aussi d'institutions académiques, s'est donné, justement, cette tâche en créant une **Plate-forme Suisse-Europe** commune, qui sera présentée à Berne d'ici quelques jours.

## Conclusions

### Peut-on encore être pro-Européen aujourd'hui ?

Disons d'abord que l'**europahobie** à la mode ne mène nulle part ; la peur en tant que facteur cristallisant de la politique européenne est à écarter. Les défis sont là ; il faut y répondre, positivement.

Mais simplement évoquer une **Europe idéale**, le rêve d'un monde meilleur, plus harmonieux, plus solidaire, ne sert pas à grand-chose non plus.

Il s'agit donc de retrouver une **Europe capable de relever ses principaux défis concrets**, qui s'en donne les moyens nécessaires. Cela ressemble un peu à une tautologie : « il faut ce qu'il faut ». Mais cette affirmation acquiert du sens et de la substance quand on se détache des calculs tactiques politiques – par définition changeants et vite dépassés – et qu'on se donne la peine d'examiner les défis que j'ai évoqués dans leur substance. A mon avis, **l'Europe est parfaitement capable de répondre à cette troisième grande impulsion de son histoire de l'après-1945**, ce défi ou ce faisceau de défis d'aujourd'hui et de demain, après celui de la paix, après celui de la libéralisation des marchés, c'est-à-dire, de répondre à la difficile tâche de **trouver sa place et de défendre ses intérêts – nos intérêts – dans un monde globalisé**.

---